

CA-
PI-
TAL



Informations sur la Société et son capital

UN PAYS / UNE ACTION 178

Suisse

L'école de karaté Ken Shin Kai

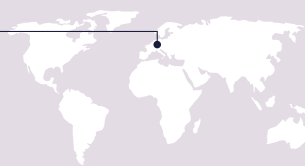
6.1 Renseignements sur la Société	180
6.1.1 Associés commandités	180
6.1.2 Associés commanditaires (ou actionnaires)	180
6.1.3 Schéma présentant l'organisation	181
6.1.4 Principales dispositions statutaires	181
6.1.5 Informations complémentaires concernant les associés commandités	184
6.2 Renseignements sur le capital social et l'actionariat	185
6.2.1 Capital social au 31 décembre 2020	185
6.2.2 Répartition du capital au cours des trois derniers exercices	185

6.2.3 Évolution du capital social au cours de l'exercice 2020	186
6.2.4 Capital autorisé par les Assemblées Générales des actionnaires au 31 décembre 2020	186
6.2.5 Programme de rachat d'actions	187
6.2.6 Capital potentiel au 31 décembre 2020	188
6.2.7 Tableau d'évolution du capital au cours des cinq derniers exercices	189
6.2.8 Éléments complémentaires	190
6.3 Dividendes	191
6.3.1 Dividende versé aux associés commanditaires (ou actionnaires)	191
6.3.2 Dividende versé aux associés commandités	191
6.4 Actionariat salarié	192
6.4.1 Augmentation de capital réservée aux salariés du Groupe : opération 2020	192

6.4.2 Tableau de synthèse des augmentations de capital réservées aux salariés	192
6.5 Options de souscription d'actions, actions de performance et actions de préférence	193
6.5.1 Politique d'attribution	193
6.5.2 Options de souscription d'actions	193
6.5.3 Actions de performance	194
6.5.4 Actions de préférence	195
6.5.5 Nombre d'actions ordinaires susceptibles d'être émises au 31 décembre 2020 du fait de l'ensemble des plans en cours	197
6.5.6 Suivi des plans d'options de souscription d'actions, d'actions de performance et d'actions de préférence	198
6.6 Relations avec les investisseurs et analystes financiers	201

Un pays...

SUISSE



L'inclusion des personnes en situation de handicap par le sport



Parc national
de Zérez,
Suisse

... une action

L'ÉCOLE DE KARATÉ KEN SHIN KAI

Le cours de karaté adapté a été proposé par Selma Grimaldi il y a quatre ans dans son école de karaté Ken Shin Kai à La Sarraz. Fondée en 2010 et soutenue par Vitogaz Switzerland, l'école est membre de l'association Karate4all, qui a pour but d'enseigner le karaté à des personnes en situation de handicap. Grâce à une formation ciblée des moniteurs et monitrices de karaté, des entraînements accessibles aux personnes en situation de handicap peuvent être proposés dans toute la Suisse.

L'école Ken Shin Kai propose un cours destiné à des enfants, dès 10 ans, et des adultes en situation de handicap. Ce groupe nommé Kiseki, « miracle » en japonais, réunit des participants qui viennent partager expression et maîtrise du corps, mémorisation et coordination des gestes, respect de l'autre et manifestation d'émotions et de leur sensibilité. Malgré leur handicap, tous parviennent à surmonter leur différence.

50

KARATÉKAS MEMBRES
DE L'ÉCOLE KEN SHIN KAI

320

HEURES DE COURS PAR AN



Rubis en Suisse •

141

COLLABORATEURS

2006

DATE D'IMPLANTATION
DU GROUPE



N° 1

DU MARCHÉ

47 700

TONNES DE GPL DISTRIBUÉS
EN 2020 DONT

786

TONNES DE
GPL CARBURANT

6.1

Renseignements sur la Société

Rubis est une Société en Commandite par Actions, de droit français, régie par les articles L. 226-1 à L. 226-14 et L. 22-10-74 à L. 22-10-78 du Code de commerce et, dans la mesure où elles sont compatibles avec les articles visés ci-dessus, par les dispositions concernant les sociétés en commandite simple et les sociétés anonymes. Elle est régie également, dans le cadre de la loi, par les spécificités de ses statuts.

Cette forme sociale comprend deux catégories d'associés :

- des associés commandités qui ont la qualité de commerçants et répondent indéfiniment et solidairement des dettes sociales ;
- des associés commanditaires (ou actionnaires), non commerçants, dont la responsabilité est limitée au montant de leur apport.

La loi et les spécificités des statuts de Rubis font de la société en commandite par actions une structure moderne adaptée aux principes de bonne gouvernance, comme le reflètent :

- la séparation très nette des pouvoirs entre la Gérance, qui dirige les affaires sociales, et le Conseil de Surveillance, dont les membres sont nommés par les actionnaires, chargé du contrôle de la gestion de la Société, de donner son avis sur la politique de rémunération de la Gérance et de déterminer les éléments de rémunération

à attribuer et à verser *ex-post* aux mandataires sociaux ;

- la responsabilité indéfinie de l'associé commandité sur ses biens propres, qui témoigne de l'adéquation instaurée entre engagement patrimonial, pouvoir et responsabilité ;
- l'attribution au Conseil de Surveillance des mêmes pouvoirs et droits de communication et d'investigation que ceux qui sont dévolus aux Commissaires aux comptes ;
- le droit d'opposition des actionnaires à la nomination d'un candidat à la Gérance lorsqu'il n'est pas associé commandité.

6.1.1 Associés commandités

Les associés commandités de Rubis sont :

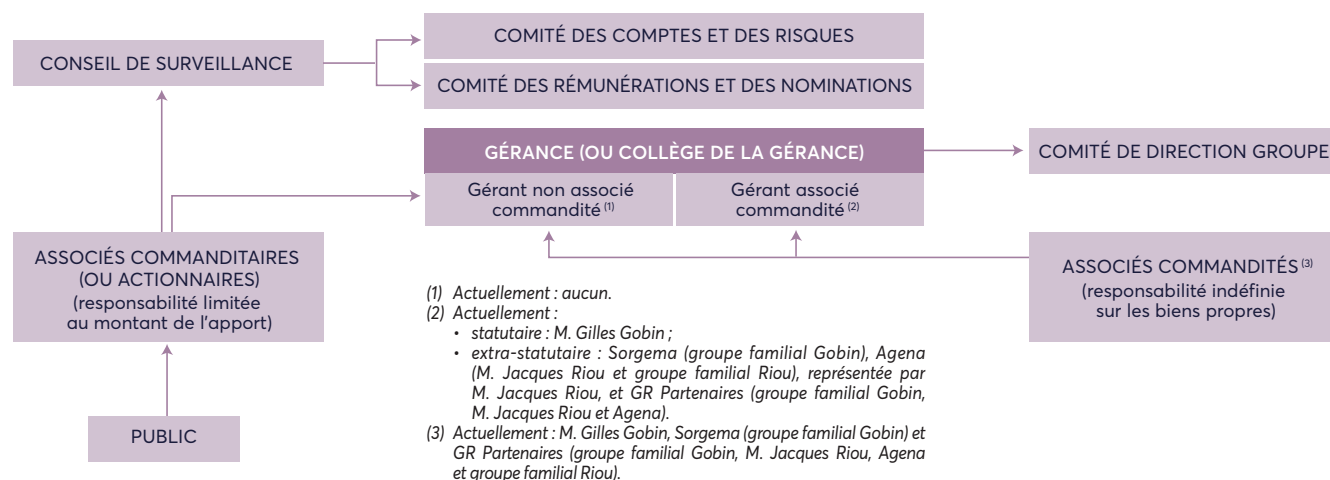
- M. Gilles Gobin ;
- la société Sorgema, société à responsabilité limitée, dont le Gérant est M. Gilles Gobin et les associés sont des membres du groupe familial Gobin ;
- la société GR Partenaires, société en commandite simple, dont les associés commandités sont des sociétés du groupe familial Gobin et M. Jacques Riou. Les associés commanditaires de GR

Partenaires sont la société Agena et des membres du groupe familial Riou.

6.1.2 Associés commanditaires (ou actionnaires)

Les principaux associés commanditaires (ou actionnaires) figurent dans le tableau présenté en section 6.2.2 du présent chapitre.

6.1.3 Schéma présentant l'organisation



6.1.4 Principales dispositions statutaires

Les statuts figurent dans leur intégralité sur le site internet de la Société (<https://rubis.fr/fr/gouvernement-dentreprise/les-statuts-de-rubis>).

OBJET SOCIAL (ARTICLE 2 DES STATUTS)

La Société a pour objet, tant en France qu'à l'étranger :

La prise de participation dans toutes sociétés civiles ou commerciales, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres, de droits sociaux ou d'obligations convertibles ou non, de fusion, d'alliance ou autrement.

Le tout directement ou indirectement, par voie de création de sociétés et groupements nouveaux, d'apport de commandite, de souscription, d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion, d'alliance, d'association en participation ou de prise ou de dation en location ou location-gérance de tous biens et autres droits.

Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets visés ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes.

DATE DE CONSTITUTION, DURÉE ET EXERCICE SOCIAL (ARTICLES 5 ET 53 DES STATUTS)

La Société a été constituée le 21 juillet 1900. Sa forme actuelle est née de la fusion, le 30 juin 1992, des sociétés Rubis Investment & Cie et Compagnie de Penhoët. Sa durée s'étend jusqu'au 30 mai 2089 sauf cas de dissolution anticipée ou de nouvelle prorogation.

Chaque exercice social a une durée de 12 mois ; il commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

CAPITAL SOCIAL – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHÉS AUX ACTIONS (ARTICLES 8, 14 ET 14 BIS DES STATUTS)

CAPITAL SOCIAL

Le capital social s'élève, au 31 décembre 2020, à cent vingt-neuf millions cinq cent trente-huit mille trois cent quarante-six euros et vingt-cinq centimes (129 538 346,25 euros).

Il est divisé en 103 625 489 actions ordinaires, 3 108 actions de préférence de catégorie B, 1 706 actions de préférence de catégorie C et 374 actions de préférence de catégorie D, de 1,25 euro de valeur nominale chacune, intégralement libérées.

Le capital peut être augmenté ou réduit conformément aux dispositions légales et à celles des présents statuts.

Il peut être créé, dans les conditions légales et réglementaires, des actions de préférence émises en application des articles L. 228-11 et suivants du Code de commerce et dont les droits particuliers sont définis dans les présents statuts aux articles 14 bis, 33, 48 et 57.

Pourront être créées plusieurs catégories d'actions de préférence ayant des caractéristiques différentes en ce qui concerne notamment (i) leur date d'émission et (ii) leur délai de conversion. Il sera en conséquence procédé, par l'organe social décidant l'émission d'actions de préférence, à la modification corrélatrice du présent article en vue de préciser la désignation et les

caractéristiques de la catégorie ainsi émise et notamment celles mentionnées aux (i) et (ii) ci-dessus.

Les 2884 actions de préférence de catégorie A du plan du 2 septembre 2015 ont été radiées consécutivement à leur conversion en 288 400 actions ordinaires.

3 722 actions de préférence de catégorie B ont été émises le 11 juillet 2019. 92 actions de préférence de catégorie A ont, par ailleurs, été émises le 13 juillet 2020 suite à l'option de certains bénéficiaires dont la rémunération est imposable hors de France, en faveur du différé d'acquisition d'un an supplémentaire. Les 3 814 actions de préférence de catégorie B pourront être converties à compter du 13 juillet 2020 et pendant un délai de 18 mois en un maximum de 381 400 actions ordinaires. Au 31 décembre 2020, 706 actions de préférence de catégorie B ont été radiées consécutivement à leur conversion en 70 600 actions ordinaires.

1 706 actions de préférence de catégorie C ont été émises le 13 mars 2020. Elles pourront être converties à compter du 13 mars 2021 et pendant un délai de 18 mois en un maximum de 170 600 actions ordinaires, en fonction du taux d'atteinte du Taux de Rendement Global Annuel Moyen (TRGAM) cible fixé à 10 % par décision du Collège de la Gérance en date du 13 mars 2017.

374 actions de préférence de catégorie D ont été émises le 20 juillet 2020. Elles pourront être converties à compter du 19 juillet 2021 et pendant un délai de 18 mois en un maximum de 37 400 actions ordinaires, en fonction du taux d'atteinte du TRGAM cible fixé à 10 % par décision du Collège de la Gérance en date du 19 juillet 2017.

DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHÉS AUX ACTIONS

Chaque action de même catégorie donne droit, dans l'actif social, dans le boni de liquidation et dans les bénéfices, à une part proportionnelle à la fraction du capital qu'elle représente. À égalité de valeur nominale, toutes les actions de même catégorie sont entièrement assimilables entre elles, à la seule exception du point de départ de leur jouissance.

Un actionnaire commanditaire n'est responsable des dettes sociales que jusqu'à concurrence de la valeur nominale des actions qu'il possède.

La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux résolutions régulièrement prises par l'Assemblée Générale.

GÉRANCE (ARTICLES 7 ET 20 À 22 DES STATUTS)

La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs Gérants, personne physique ou morale, associé commandité ou non.

Si une personne morale est Gérante, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient Gérants en leur nom propre sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

NOMINATION – RÉÉLECTION

Au cours de l'existence de la Société, la nomination de tout nouveau Gérant et sa réélection sont de la compétence des associés commandités qui statuent à l'unanimité des voix. Toutefois, si ledit candidat Gérant n'est pas associé commandité, sa nomination ne peut se faire qu'avec l'agrément de l'Assemblée Générale Ordinaire des commanditaires.

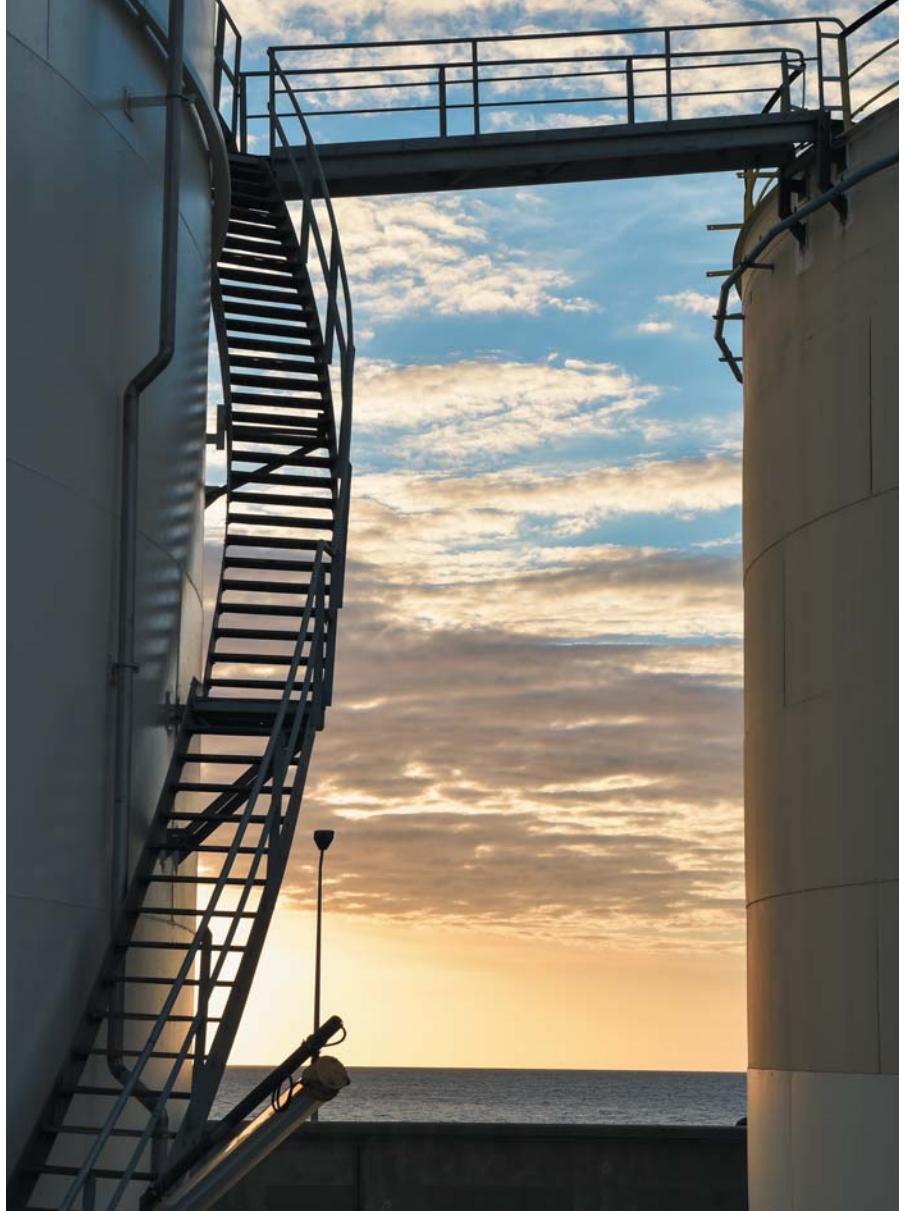
POUVOIRS

Chaque Gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi ou les statuts aux Assemblées et au Conseil de Surveillance.

En cas de pluralité de Gérants, il y a lieu de requérir l'accord unanime du Collège de la Gérance pour toute décision impliquant des dépenses supérieures à 152 449 euros.

GÉRANT STATUTAIRE

M. Gilles Gobin a été nommé Gérant statuaire.



CONSEIL DE SURVEILLANCE (ARTICLES 27 À 29 DES STATUTS)

CONSTITUTION

La Société est dotée d'un Conseil de Surveillance dont les membres sont choisis parmi les actionnaires n'ayant ni la qualité de commandité ni celle de Gérant.

Les membres sont nommés et révoqués par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires ; les actionnaires ayant la qualité de commandités ne peuvent participer au vote des résolutions concernées.

La durée de leurs fonctions est de trois années au plus et prend fin à l'issue de l'Assemblée qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expirent leurs mandats. Ils sont rééligibles.

Le nombre de membres du Conseil ayant dépassé l'âge de 70 ans ne peut être supérieur au tiers des membres en fonction. En cas de

dépassement de cette proportion, le membre le plus âgé est réputé démissionnaire d'office à l'issue de la prochaine Assemblée.

DÉLIBÉRATIONS

Le Conseil de Surveillance, sur convocation de son Président ou de la Gérance, se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige et au moins une fois par semestre.

POUVOIRS

Le Conseil de Surveillance assume le contrôle permanent de la gestion de la Société, comme prévu par la loi. Il établit chaque année, à l'occasion de l'Assemblée Générale Ordinaire, un rapport qui est mis à la disposition des actionnaires en même temps que le rapport de la Gérance et les comptes de l'exercice. Son Président établit également un rapport sur le fonctionnement des organes de Direction et de Contrôle ainsi que sur les procédures de contrôle interne mises en place dans le Groupe.

ASSOCIÉS COMMANDITÉS (ARTICLES 19 ET 24 DES STATUTS)

AGRÈMENT DE NOUVEAUX ASSOCIÉS COMMANDITÉS

Les droits sociaux attachés à la qualité d'associé commandité ne peuvent être cédés qu'avec l'accord unanime de tous les autres associés commandités. Lorsque le cessionnaire n'est pas déjà associé commandité, l'accord de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires commanditaires statuant à la majorité prévue pour les décisions extraordinaires doit être obtenu.

POUVOIRS ET DÉCISIONS

Les commandités exercent toutes les prérogatives attachées par la loi et les statuts à leur qualité. Les décisions des commandités peuvent être recueillies, soit en Assemblée, soit par consultation écrite.

Toutes les décisions des associés commandités (article 24.4) sont prises à l'unanimité de tous les commandités, à l'exception de celle concernant la révocation d'un Gérant non commandité qui est prise à la majorité (article 20.2).

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES DES ACTIONNAIRES COMMANDITAIRES (ARTICLES 34 À 38 ET 40 DES STATUTS)

MODES DE CONVOCATION

Les Assemblées Générales des actionnaires commanditaires sont convoquées par la Gérance ou le Conseil de Surveillance dans les formes et délais prévus par la loi ou par toute autre personne disposant de ce droit en vertu de la loi.

Le Collège de la Gérance adresse ou met à la disposition des actionnaires, conformément aux dispositions législatives, les documents permettant aux actionnaires de se prononcer en connaissance de cause.

CONDITIONS D'ADMISSION

Le droit de participer aux Assemblées est subordonné à l'enregistrement comptable des titres au nom de l'actionnaire, au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée à 00 h 00, heure de Paris, soit dans les comptes des titres nominatifs tenus par la Société, soit dans les comptes des titres au porteur tenus par les intermédiaires habilités teneurs de compte. L'inscription ou l'enregistrement comptable des titres dans les comptes des titres au porteur tenus par les intermédiaires habilités est constaté par une attestation de participation délivrée par ces derniers.

Toute cession intervenue après la date d'enregistrement ci-dessus n'aura aucune influence sur le fonctionnement de l'Assemblée : le cédant pourra voter pour l'intégralité du montant antérieur de sa participation.

CONDITIONS D'EXERCICE DU DROIT DE VOTE

Chaque actionnaire dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions ayant le droit de vote. Chaque action ordinaire donne droit à une voix, étant précisé que ce rapport « une action/un droit de vote » prévaudra nonobstant toute disposition législative ou réglementaire contraire non impérative.

Les actions de préférence ne confèrent pas de droit de vote aux Assemblées Générales des actionnaires commanditaires (article 14 bis des statuts).

À défaut d'assister personnellement à l'Assemblée, l'actionnaire a la possibilité de donner procuration à un autre actionnaire ou à son conjoint, ou encore à toute autre personne physique ou morale de son choix. Il peut aussi envoyer une procuration sans indication de mandataire, ce qui signifie que le Président de l'Assemblée émettra un vote favorable à l'adoption des seuls projets de résolutions présentés ou agréés par la Gérance et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolutions ; l'actionnaire peut également voter par correspondance.

LIEU DE CONSULTATION DES DOCUMENTS JURIDIQUES

Les documents relatifs à la Société et en particulier les statuts, les procès-verbaux des Assemblées Générales, les rapports présentés à ces Assemblées par le Collège de la Gérance, le Conseil de Surveillance ou les Commissaires aux comptes, peuvent être consultés au siège social ainsi que sur le site internet de la Société (www.rubis.fr).

RÉPARTITION STATUTAIRE DES BÉNÉFICES (ARTICLES 55 À 57 DES STATUTS)

PARTICIPATION AUX RÉSULTATS

Sur les bénéfices nets diminués, le cas échéant, des pertes antérieures, il est fait d'abord un prélèvement de 5 % pour constituer le fonds de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint un dixième du capital social. La réserve légale, constituée pour consolider le capital apporté par les actionnaires commanditaires, restera leur appartenir intégralement et ne pourra, en aucun cas, être distribuée aux associés commandités et ce, même par voie d'augmentation de capital. Cette réserve, calculée sur l'ensemble des bénéfices réalisés par la Société, sera à la charge exclusive des actionnaires commanditaires.

Le solde desdits bénéfices, diminué des pertes antérieures et augmenté du report bénéficiaire, constitue le bénéfice distribuable.

DIVIDENDE STATUTAIRE AUX ASSOCIÉS COMMANDITÉS

Les associés commandités perçoivent, au titre d'un exercice social (l'« Exercice Considéré »), un dividende égal à 3 % de la performance boursière globale (la « Performance Boursière Globale »), si elle est positive, des actions Rubis, déterminée comme indiqué ci-dessous. Ce dividende ne peut en aucun cas excéder 10 % du résultat net part du Groupe de l'Exercice Considéré, ni le bénéfice distribuable tel que défini à l'article 55.

La Performance Boursière Globale correspond à l'évolution de la capitalisation boursière, augmentée des dividendes distribués et des droits détachés.

L'évolution de la capitalisation boursière est égale au produit de la différence entre (i) la moyenne des cours d'ouverture des 20 dernières séances de bourse de l'Exercice Considéré et (ii) la plus élevée des moyennes des cours d'ouverture des 20 dernières séances de bourse de chacun des trois exercices précédant l'Exercice Considéré (le « Cours de Référence »), par le nombre d'actions en circulation à la clôture de l'Exercice Considéré diminué du nombre d'actions autodétenues en vue de leur annulation à la date de cette clôture. Il ne sera pas tenu compte des actions nouvelles créées depuis la clôture de l'exercice du Cours de Référence à la suite de toute augmentation de capital, à l'exception des actions qui seraient attribuées gratuitement du fait d'une augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission et du fait d'éventuelles divisions ou regroupements d'actions.

À la somme positive ou négative correspondant à l'évolution de la capitalisation boursière sont ajoutés le ou les montants de tous dividendes et acomptes sur dividendes, cumulés, versés par Rubis à ses associés commanditaires entre l'exercice au cours duquel a été déterminé le Cours de Référence et la clôture de l'Exercice Considéré, ainsi que les sommes correspondant à la valeur de tous droits détachés des actions et à la valeur de tous titres attribués gratuitement aux actionnaires autre que des actions de la Société au cours de cette même période.

Lorsqu'ils sont cotés en bourse, la valeur des droits détachés des actions et la valeur de tous titres attribués gratuitement aux actionnaires correspondent à la moyenne des cours d'ouverture des premiers jours de cotation, dans la limite de 10 jours.

Le montant du dividende statutaire est constaté par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires commanditaires et celle des associés commandités. Il est réinvesti pour moitié en actions de la Société bloquées pendant trois ans (Pacte entre associés commandités du 19 juin 1997 complétant les dispositions statutaires relatives à leur rémunération).

DIVIDENDE AUX ASSOCIÉS COMMANDITAIRES (OU ACTIONNAIRES)

La part distribuée aux associés commanditaires requiert l'accord de l'Assemblée Générale Ordinaire des associés commanditaires et celui des associés commandités.

Il peut être accordé à chaque associé commandité et commanditaire titulaire d'actions ordinaires, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividende en numéraire ou en actions.

En aucun cas cette faculté ne peut être accordée aux associés commandités sans qu'elle soit ouverte aux associés commanditaires titulaires d'actions ordinaires aux mêmes conditions.

Les actionnaires titulaires d'actions de préférence n'auront pas la possibilité d'opter pour le paiement du dividende en actions.

AFFECTATION DE LA PART NON DISTRIBUÉE

L'Assemblée affecte la part non distribuée du bénéfice distribuable de l'exercice dans les proportions qu'elle détermine, soit à un ou plusieurs fonds de réserve, généraux ou spéciaux, qui restent à sa disposition, soit au compte « Report à nouveau ».

SEUILS STATUTAIRES (ARTICLE 14.7 DES STATUTS)

Outre la déclaration de franchissement de seuils légaux prévue par l'article L. 233-7 du Code de commerce, un actionnaire est tenu d'informer la Gérance, dans les cinq jours de bourse, de toute variation, ultérieure au

premier seuil légal (5 %), supérieure à 1 % du capital ou des droits de vote.

En cas de non-respect des obligations d'information ci-dessus, les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée sont privées du droit de vote pour toute Assemblée d'actionnaires qui se tiendrait jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date de régularisation de la notification. Sauf en cas de franchissement de l'un des seuils prévus au paragraphe I de l'article L. 233-7 du Code de commerce, la privation des droits de vote n'interviendra qu'à la demande, consignée dans le procès-verbal de l'Assemblée Générale, d'un ou de plusieurs actionnaires détenant 5 % au moins du capital ou des droits de vote de la Société.

6.1.5 Informations complémentaires concernant les associés commandités

ABSENCE DE CONFLIT D'INTÉRÊTS, D'EMPÊCHEMENT ET DE CONDAMNATION

- Aucun lien familial n'existe entre les associés commandités et les membres du Conseil de Surveillance.
- Aucun associé commandité n'est concerné par un conflit d'intérêts entre ses devoirs à l'égard de Rubis et ses intérêts privés et/ou d'autres devoirs auxquels il serait tenu.
- Aucun associé commandité n'a fait l'objet d'une condamnation pour fraude, d'une faillite, d'une mise sous séquestre ou d'une liquidation.
- Aucun associé commandité n'a fait l'objet d'une incrimination ou d'une sanction

publique officielle prononcée par des autorités statutaires ou réglementaires.

- Aucun associé commandité n'a été empêché par un tribunal d'agir en qualité de membre d'un organe d'administration, de Direction ou de Surveillance d'un émetteur ou d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires d'un émetteur au cours des cinq dernières années au moins.

ABSENCE DE CONTRAT LIANT LES ASSOCIÉS COMMANDITÉS À RUBIS OU À L'UNE DE SES FILIALES

- Il n'existe aucun contrat de service liant les associés commandités à Rubis ou à l'une quelconque des filiales de Rubis.

- Aucun prêt ou garantie n'a été accordé ou constitué en faveur des associés commandités.

RESTRICTION CONCERNANT LA CESSIION PAR LES COMMANDITÉS DE LEUR PARTICIPATION DANS LE CAPITAL SOCIAL DE RUBIS

À la connaissance de Rubis, il n'existe aucune restriction acceptée par les associés commandités concernant la cession de leur participation dans le capital social de la Société, à l'exception de l'engagement pris par les associés commandités concernant l'investissement de la moitié du dividende reçu en actions Rubis pendant un délai de trois ans.



6.2

Renseignements sur le capital social et l'actionnariat

6.2.1 Capital social au 31 décembre 2020

Au 31 décembre 2020, le montant du capital social s'élevait à 129 538 346,25 euros divisé en 103 630 677 actions (103 625 489 actions ordinaires et 5 188 actions de préférence) d'une valeur nominale de 1,25 euro, à la suite des opérations réalisées au cours de l'exercice 2020 détaillées dans le tableau figurant en section 6.2.3.

À cette même date, le nombre de droits de vote exerçables était de 103 567 402. Le droit de vote double étant exclu par l'article 40 des statuts, chaque action ordinaire dispose d'un droit de vote. En revanche, les actions de préférence, qui constituent des éléments de rémunération en actions à long terme pour des salariés du

Groupe et dont la conversion en actions ordinaires est notamment soumise à la réalisation de conditions de performance, ne disposent pas de droit de vote.

6.2.2 Répartition du capital au cours des trois derniers exercices

	31/12/2020				31/12/2019				31/12/2018			
	Nombre d'actions ⁽¹⁾	% du capital	Nombre de droits de vote ⁽¹⁾	% des droits de vote	Nombre d'actions ⁽¹⁾	% du capital	Nombre de droits de vote ⁽¹⁾	% des droits de vote	Nombre d'actions ⁽¹⁾	% du capital	Nombre de droits de vote ⁽¹⁾	% des droits de vote
Principaux actionnaires												
Orfim	-	-	-	-	-	-	-	-	5 093 047	5,26 %	5 093 047	5,26 %
Groupe Industriel Marcel Dassault ⁽²⁾	5 645 381	5,45 %	5 645 381	5,45 %	5 392 839	5,38 %	5 392 839	5,39 %	5 163 594	5,33 %	5 163 594	5,34 %
Wellington Management Group LLP	5 264 686	5,08 %	5 264 686	5,08 %	-	-	-	-	-	-	-	-
Organes de Direction et de Surveillance												
Associés commandités et Gérants	2 293 997	2,21 %	2 293 997	2,22 %	2 360 485	2,36 %	2 360 485	2,36 %	2 384 156	2,46 %	2 384 156	2,46 %
Conseil de Surveillance	136 460	0,13 %	136 460	0,13 %	83 430	0,08 %	83 430	0,08 %	83 071	0,09 %	83 071	0,09 %
FCP Rubis Avenir ⁽³⁾	1 369 245	1,32 %	1 369 245	1,32 %	1 268 007	1,27 %	1 268 007	1,27 %	1 184 170	1,22 %	1 184 170	1,22 %
Autodétention ⁽⁴⁾	58 087	0,06 %	0	0 %	21 238	0,02 %	0	0 %	36 128	0,04 %	0	0 %
Public	88 857 633	85,74 %	88 857 633	85,80 %	91 045 625	90,88 %	91 045 625	90,91 %	82 866 838	85,60 %	82 866 838	85,60 %
Total actions ordinaires ⁽⁵⁾	103 625 489	99,995 %	103 567 402	100 %	100 171 624	99,994 %	100 150 386	100 %	96 811 004	99,997 %	96 774 876	100 %
Total actions de préférence	5 188	0,005 %	0	0 %	5 808	0,006 %	0	0 %	2 740	0,003 %	0	0 %
TOTAL	103 630 677	100 %	103 567 402	100 %	100 177 432	100 %	100 150 386	100 %	96 813 744	100 %	96 774 876	100 %

(1) À la connaissance de la Société.

(2) La société Groupe Industriel Marcel Dassault est une société patrimoniale de prises de participations détenue entièrement par la famille Dassault.

(3) Actions détenues par les salariés et anciens salariés du Groupe au travers du fonds commun de placement FCP Rubis Avenir.

(4) Conformément aux dispositions du Code de commerce, les actions autodétenues sont privées de droit de vote.

(5) Le léger décalage dans la somme des pourcentages est dû aux arrondis.

À la connaissance de la Société, il n'existait pas d'autres actionnaires détenant au moins 5 % du capital ou des droits de vote au 31 décembre 2020.

FRANCHISSEMENTS DE SEUILS DÉCLARÉS AU COURS DE L'EXERCICE 2020

Au cours de l'exercice 2020, la société Wellington Management Group LLP, agissant pour le compte de fonds et de clients, a déclaré avoir franchi le seuil de 5 % du capital ou des droits de vote :

- à la hausse le 6 avril 2020 et détenir à cette date 5 025 899 actions Rubis, soit 5,01 % du capital et des droits de vote ;
- à la baisse le 9 avril 2020 et détenir à cette date 4 981 181 actions Rubis, soit 4,96 % du capital et des droits de vote ;

- à la hausse le 27 août 2020 et détenir à cette date 5 185 468 actions Rubis, soit 5,01 % du capital et des droits de vote ;
- à la baisse le 31 août 2020 et détenir à cette date 5 177 094 actions Rubis, soit 4,99 % du capital et des droits de vote ;
- à la hausse le 1^{er} septembre 2020 et détenir à cette date 5 193 650 actions Rubis, soit 5,02 % du capital et des droits de vote ;
- à la baisse le 2 septembre 2020 et détenir à cette date 5 139 383 actions Rubis, soit 4,96 % du capital et des droits de vote ;
- à la hausse le 18 septembre 2020 et détenir à cette date 5 264 686 actions Rubis, soit 5,08 % du capital et des droits de vote.

FRANCHISSEMENTS DE SEUILS DÉCLARÉS DEPUIS LA CLÔTURE DE L'EXERCICE 2020

Entre la clôture de l'exercice 2020 et la date de dépôt du présent Document d'enregistrement universel, la société Wellington Management Group LLP, agissant pour le compte de fonds et de clients, a déclaré avoir franchi le seuil de 5 % du capital ou des droits de vote :

- à la baisse le 26 janvier 2021 et détenir à cette date 5 124 040 actions Rubis, soit 4,94 % du capital et des droits de vote.

6.2.3 Évolution du capital social au cours de l'exercice 2020

	Nombre d'actions ordinaires	Nombre d'actions de préférence	Capital et montants successifs d'augmentations de capital en nominal (en euros)
CAPITAL AU 31 DÉCEMBRE 2019	100 171 624	5 808	125 221 790
Opérations entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2020			
Augmentation de capital réservée aux salariés par l'intermédiaire du Fonds Commun de Placement Rubis Avenir	102 837	-	128 546,25
Païement du dividende en actions	3 071 828	-	3 839 785,00
Acquisition définitive d'actions de préférence	-	2 172	2 715,00
Conversion d'actions de préférence en actions ordinaires	279 200	(2 792)	349 000,00
CAPITAL AU 31 DÉCEMBRE 2020	103 625 489	5 188	129 538 346,25

6.2.4 Capital autorisé par les Assemblées Générales des actionnaires au 31 décembre 2020

Au cours de l'exercice 2020, le Collège de la Gérance disposait des délégations de compétence et des autorisations financières, accordées par les Assemblées Générales Mixtes des commanditaires et des commandités du 8 juin 2017 et 11 juin 2019, décrites ci-dessous.

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES MIXTES DES COMMANDITAIRES ET DES COMMANDITÉS DU 8 JUIN 2017

Résolution	Montant autorisé	Utilisation	Solde disponible au 31/12/2020	Terme de l'autorisation
Attribution d'actions de préférence (20 ^e résolution)	2 740 actions de préférence ⁽¹⁾	374 actions de préférence ⁽²⁾ (le 19 juillet 2017) 345 actions de préférence (le 2 mars 2018) 1 157 actions de préférence (le 5 mars 2018) 140 actions de préférence (le 19 octobre 2018) 62 actions de préférence (le 7 janvier 2019) 662 actions de préférence (le 17 décembre 2019)	Néant	8 août 2020

(1) 0,003 % du nombre d'actions ordinaires composant le capital au jour de l'Assemblée, correspondant à 1 370 actions de préférence, soit 2 740 actions de préférence après division par deux de la valeur nominale des actions Rubis du 28 juillet 2017, donnant lieu à 274 000 actions ordinaires maximum pour un taux de conversion de 100 %.

(2) La quantité initiale a été multipliée par deux à la suite de la division par deux de la valeur nominale des actions Rubis du 28 juillet 2017.

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES MIXTES DES COMMANDITAIRES ET DES COMMANDITÉS DU 11 JUIN 2019

Résolution	Montant maximal autorisé	Utilisation	Solde disponible au 31/12/2020	Terme de l'autorisation
Plafond global des émissions d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital en vertu des délégations financières prévues par les 18 ^e , 19 ^e et 21 ^e à 24 ^e résolutions ⁽¹⁾ (17 ^e résolution)	32 000 000 € (dont 12 169 724 € pour les 21 ^e à 24 ^e résolutions)	Néant	Totalité	11 août 2021
Augmentation de capital par offre au public avec maintien du droit préférentiel de souscription ⁽¹⁾ (18 ^e résolution)	24 000 000 €	Néant	Totalité	11 août 2021
Augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription dans le cadre de la 18 ^e résolution ⁽¹⁾ (19 ^e résolution)	15 % de l'émission initiale résultant de (et s'imputant sur) la 18 ^e résolution	Néant	Totalité	11 août 2021
Augmentation de capital par incorporation de bénéfices, de réserves ou de primes (20 ^e résolution) ⁽¹⁾	9 700 000 €	Néant	Totalité	11 août 2021
Augmentation de capital en rémunération d'apports en nature de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital ⁽¹⁾ (21 ^e résolution)	8 000 000 €	Néant	Totalité	11 août 2021
Attribution d'actions de performance (22 ^e résolution)	1 216 972 actions de performance ⁽²⁾	385 759 actions de performance (le 17 décembre 2019) 787 697 actions de performance (le 6 novembre 2020)	43 516 actions de performance	11 août 2022
Attribution d'options de souscription d'actions (23 ^e résolution)	243 394 options de souscription d'actions ⁽³⁾	150 276 options de souscription d'actions (le 17 décembre 2019) 87 502 options de souscription d'actions (le 6 novembre 2020)	5 616 options de souscription d'actions	11 août 2022
Augmentation de capital réservée aux adhérents d'un PEE (24 ^e résolution)	700 000 €	128 546,25 € (le 6 janvier 2020)	574 453,75 €	11 août 2021

(1) Utilisable exclusivement hors période d'offre publique.

(2) 1,25 % du nombre d'actions composant le capital au jour de l'Assemblée, correspondant à 1 216 972 actions de performance.

(3) 0,25 % du nombre d'actions composant le capital au jour de l'Assemblée, correspondant à 243 394 options de souscription d'actions.

6.2.5 Programme de rachat d'actions

CONTRAT DE LIQUIDITÉ

Pour réguler le marché du titre Rubis, la Société a mis en place un contrat de liquidité (confié à Exane BNP Paribas) conforme à la Charte de déontologie de l'Amafi. Au titre de ce contrat de liquidité, les moyens suivants figuraient, au 31 décembre 2020, au compte de liquidité : 58 087 titres Rubis et 835 184 euros.

DESCRIPTIF DU PROGRAMME DE RACHAT D'ACTIONS

Le descriptif du programme de rachat d'actions a été établi en application des dispositions des articles 241-1 et 241-2 du Règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) et diffusé de façon effective et intégrale le 23 décembre 2020 par la Société. Il vise à communiquer les objectifs et les modalités du programme de rachat par la Société de ses propres actions, tel qu'il a été autorisé le 9 décembre 2020 par l'Assemblée Générale Mixte.

Les objectifs de ce programme sont : (i) de réduire le capital par voie d'annulation de tout ou partie des actions ainsi achetées, notamment en application de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du

9 décembre 2020 (2^e résolution) (objectif prévu par l'article 5 du Règlement européen sur les abus de marché dit « MAR ») ; (ii) d'assurer l'animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action par un prestataire de services d'investissement intervenant en toute indépendance dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à une charte de déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers et conformément à la décision AMF n° 2018-01 du 2 juillet 2018 ou toute autre décision AMF ultérieure (objectif prévu par l'article 13 de MAR et en application de la seule pratique de marché admise par l'Autorité des Marchés Financiers).

Les actions pourront être achetées, sauf en période d'offre publique portant sur les actions de la Société, aux époques que le Collège de la Gérance appréciera, dans le respect de la réglementation applicable, soit directement soit indirectement par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement.

Les actions pourront être achetées par tout moyen, et notamment en tout ou en partie par des interventions sur les marchés réglementés, des systèmes multilatéraux de négociations, auprès d'internalisateurs

systématiques, par offre publique ou par l'utilisation de mécanismes optionnels ou instruments dérivés (dans le respect des dispositions légales et réglementaires alors applicables), à l'exclusion de la vente d'options de vente.

Le montant maximal des fonds destinés à la réalisation du programme de rachat d'actions est de deux cent quatre-vingts (280) millions d'euros (hors frais et commissions) dans les limites suivantes : (i) un montant maximal de deux cent cinquante (250) millions d'euros (hors frais et commissions) est alloué au rachat d'actions en vue d'une réduction du capital par voie d'annulation des actions achetées et (ii) le montant maximal des fonds destinés à la réalisation du programme de rachat d'actions dans le cadre du contrat de liquidité est de trente (30) millions d'euros (hors frais et commissions), dans le respect de la réglementation applicable.

Le prix maximal d'achat est fixé à cinquante-cinq (55) euros (hors frais et commissions) par action. En cas d'augmentation de capital par incorporation au capital de primes, réserves, bénéfices ou autres sous forme d'attribution d'actions gratuites, ainsi qu'en cas de division

ou de regroupement des actions, d'amortissement ou de réduction de capital, ou en cas de modification du nominal de l'action, le Collège de la Gérance aura le pouvoir d'ajuster s'il y a lieu le prix unitaire maximal visé ci-dessus afin de tenir compte de l'incidence de ces opérations sur la valeur de l'action.

Le nombre d'actions pouvant être acquises ne devra pas dépasser 10 % du nombre d'actions composant le capital social de la Société, en ce compris un pourcentage maximal de 1 % du nombre d'actions composant le capital social racheté dans le cadre du contrat de liquidité. Ces pourcentages s'appliquent à un capital social ajusté en fonction des opérations qui peuvent l'affecter postérieurement à l'Assemblée Générale Mixte du 9 décembre 2020. Le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite de 1 % correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 9 décembre 2020 lorsque

ces actions ont été rachetées pour favoriser la liquidité dans les conditions définies par le Règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers. À quelque moment que ce soit, le nombre d'actions que la Société détiendra, directement ou indirectement, ne pourra dépasser 10 % des actions composant son capital social à la date considérée.

L'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 9 décembre 2020 a annulé, pour la durée restant à courir et à concurrence de la fraction non utilisée, l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Ordinaire du 11 juin 2020 qui avait pour unique objectif d'assurer l'animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action par un prestataire de services d'investissement intervenant en toute indépendance en vertu d'un contrat de liquidité.

Le programme sur lequel porte le présent descriptif est valable pour une durée de 18 mois à compter de son autorisation par

l'Assemblée Générale Mixte du 9 décembre 2020, soit jusqu'au 8 juin 2022.

En dehors des actions acquises dans le cadre du contrat de liquidité, la Société n'a procédé à l'acquisition d'aucune action au cours de l'exercice 2020.

Dans le cadre de ce descriptif, le Collège de la Gérance a décidé le 5 janvier 2021 de lancer un programme de rachat d'actions en vue d'une réduction du capital, portant sur un nombre maximal de 6 600 000 actions et prenant fin au plus tard le 31 mai 2022. Ce programme a été mis en œuvre à partir du 6 janvier 2021. Le 8 avril 2021 (après bourse), le Collège de la Gérance a annoncé la suspension temporaire de ce programme. La Société avait, à cette date, racheté plus de 2 600 000 actions, pour un montant de plus de 103 500 000 euros. Toutes les informations relatives à ce programme sont disponibles sur le site internet de la Société (<https://rubis.fr/fr/programme-rachat-actions>).

6.2.6 Capital potentiel au 31 décembre 2020

Les valeurs mobilières susceptibles de donner accès au capital social sont les suivantes :

- actions de préférence dont la période d'acquisition, la période de conservation ou la période de conversion est en cours ;
- actions de performance dont la période d'acquisition est en cours ;
- options de souscription d'actions non encore exercées.

Il n'existe aucun autre titre pouvant donner accès au capital au 31 décembre 2020.

Les valeurs mobilières susceptibles de donner accès au capital social se répartissent comme suit :

- 3 108 actions de préférence issues du plan du 11 juillet 2016, dont la période de conversion était en cours et qui sont susceptibles d'être converties en un maximum de 310 800 actions ordinaires ;
- 1 706 actions de préférence issues du plan du 13 mars 2017, acquises définitivement et créées le 13 mars 2020, dont la période de conservation est en cours et qui seraient susceptibles d'être converties en un maximum de 170 600 actions ordinaires ;
- 226 actions de préférence issues du plan du 13 mars 2017, pour lesquelles des bénéficiaires, dont la rémunération est imposable hors de France, ont opté pour un différé d'acquisition d'un an supplémentaire et qui seraient susceptibles d'être converties en un maximum de 22 600 actions ordinaires ;

- 374 actions de préférence issues du plan du 19 juillet 2017, acquises définitivement et créées le 20 juillet 2020, dont la période de conservation est en cours et qui seraient susceptibles d'être converties en un maximum de 37 400 actions ordinaires ;
- 345 actions de préférence issues du plan du 2 mars 2018, dont la période d'acquisition est en cours et qui seraient susceptibles d'être converties en un maximum de 34 500 actions ordinaires ;
- 1 157 actions de préférence issues du plan du 5 mars 2018, dont la période d'acquisition est en cours et qui seraient susceptibles d'être converties en un maximum de 115 700 actions ordinaires ;
- 140 actions de préférence issues du plan du 19 octobre 2018, dont la période d'acquisition est en cours et qui seraient susceptibles d'être converties en un maximum de 14 000 actions ordinaires ;
- 62 actions de préférence issues du plan du 7 janvier 2019, dont la période d'acquisition est en cours et qui seraient susceptibles d'être converties en un maximum de 6 200 actions ordinaires ;
- 662 actions de préférence issues du plan du 17 décembre 2019, dont la période d'acquisition est en cours et qui seraient susceptibles d'être converties en un maximum de 66 200 actions ordinaires ;
- 385 759 actions de performance du plan du 17 décembre 2019, dont la période d'acquisition est en cours ;

- 150 276 options de souscription d'actions du plan du 17 décembre 2019, qui seraient susceptibles d'être exercées en 2023 sous réserve de la réalisation des conditions de performance ;
- 787 697 actions de performance du plan du 6 novembre 2020, dont la période d'acquisition est en cours ;
- 87 502 options de souscription d'actions du plan du 6 novembre 2020, qui seraient susceptibles d'être exercées en 2024 sous réserve de la réalisation des conditions de performance.

Si tous ces titres donnant accès au capital devaient être émis, le nombre d'actions ordinaires de la Société, au 31 décembre 2020, serait augmenté d'un nombre maximal de 2 189 234 actions, représentant environ 2,11 % du capital social.

En conséquence, un actionnaire détenant 1 % du capital au 31 décembre 2020 sur une base non diluée, détiendrait, sur une base diluée, 0,98 % du capital.

Un état détaillé des plans d'options de souscription d'actions, d'actions de performance et d'actions de préférence en cours figure en section 6.5.6 du présent chapitre.

6.2.7 Tableau d'évolution du capital au cours des cinq derniers exercices

Date	Opération	Montant de l'augmentation du capital	Nombre de titres créés	Capital à l'issue de l'opération	Actions composant le capital
2016					
24/05	Épargne salariale	161 610 €	64 644	108 203 990 €	43 281 596 ⁽²⁾
24/05	Levées de stock-options	199 922,50 €	79 969	108 403 912,50 €	43 361 565 ⁽²⁾
08/07	PDA ⁽¹⁾	4 111 812,50 €	1 644 725	112 515 725 €	45 006 290 ⁽²⁾
08/07	Levées de stock-options	124 930 €	49 972	112 640 655 €	45 056 262 ⁽²⁾
11/07	Actions de performance	28 487,50 €	11 395	112 669 142,50 €	45 067 657 ⁽²⁾
11/07	Levées de stock-options	37 787,50 €	15 115	112 706 930 €	45 082 772 ⁽²⁾
08/08	Equity Line	255 000 €	102 000	112 961 930 €	45 184 772 ⁽²⁾
08/08	Levées de stock-options	72 867,50 €	29 147	113 034 797,50 €	45 213 919 ⁽²⁾
15/09	Equity Line	318 750 €	127 500	113 353 547,50 €	45 341 419 ⁽²⁾
15/09	Levées de stock-options	178 882,50 €	71 553	113 532 430 €	45 412 972 ⁽²⁾
30/12	Levées de stock-options	104 790 €	41 916	113 637 220 €	45 454 888 ⁽²⁾
2017					
03/01	Actions de performance	12 751,50 €	5 101	113 649 972,50 €	45 459 989 ⁽²⁾
03/04	Actions de performance	1 877,50 €	751	113 651 850 €	45 460 740 ⁽²⁾
03/04	Levées de stock-options	170 107,50 €	68 043	113 821 957,50 €	45 528 783 ⁽²⁾
17/05	Épargne salariale	222 432,50 €	88 973	114 044 390 €	45 617 756 ⁽²⁾
17/05	Levées de stock-options	28 902,50 €	11 561	114 073 292,50 €	45 629 317 ⁽²⁾
06/07	Levées de stock-options	244 602,50 €	97 841	114 317 895 €	45 727 158 ⁽²⁾
06/07	PDA ⁽¹⁾	2 855 322,50 €	1 142 129	117 173 217,50 €	46 869 287 ⁽²⁾
10/07	Actions de performance	7 732,50 €	3 093	117 180 950 €	46 872 380 ⁽²⁾
17/07	Levées de stock-options	20 765 €	8 306	117 201 715 €	46 880 686 ⁽²⁾
18/08	Actions de performance	130 460 €	104 368	117 332 175 €	93 865 740 actions ordinaires 2 740 actions de préférence
04/09	Actions de préférence	3 425 €	2 740	117 335 600 €	
2018					
19/01	Equity Line	500 000 €	400 000	117 835 600 €	94 265 740 actions ordinaires 2 740 actions de préférence
19/02	Equity Line	312 500 €	250 000	118 148 100 €	94 515 740 actions ordinaires 2 740 actions de préférence
27/03	Equity Line	375 000 €	300 000	118 523 100 €	94 815 740 actions ordinaires 2 740 actions de préférence
17/04	Actions de performance	22 027,50 €	17 622	118 545 127,50 €	94 833 362 actions ordinaires 2 740 actions de préférence
20/04	Equity Line	312 500 €	250 000	118 857 627,50 €	95 083 362 actions ordinaires 2 740 actions de préférence
24/05	Épargne salariale	147 471,25 €	117 977	119 005 098,75 €	95 201 339 actions ordinaires 2 740 actions de préférence
05/07	PDA ⁽¹⁾	2 012 081,25 €	1 609 665	121 017 180 €	96 811 004 actions ordinaires 2 740 actions de préférence
2019					
21/03	Equity Line	500 000 €	400 000	121 517 180 €	97 211 004 actions ordinaires 2 740 actions de préférence
22/05	Épargne salariale	180 066,25 €	144 053	121 697 246,25 €	97 355 057 actions ordinaires 2 740 actions de préférence
11/07	Actions de préférence	4 652,50 €	3 722	121 701 898,75 €	97 355 057 actions ordinaires 6 462 actions de préférence
16/07	PDA ⁽¹⁾	3 410 023,75 €	2 728 019	125 111 922,50 €	100 083 076 actions ordinaires 6 462 actions de préférence
19/08	Actions de performance	10 935,00 €	8 748	125 122 857,50 €	100 091 824 actions ordinaires 6 462 actions de préférence
02/09	Actions de préférence	180,00 €	144	125 123 037,50 €	100 091 824 actions ordinaires 6 606 actions de préférence
31/12	Conversion d'actions de préférence en actions ordinaires	99 750 €	79 800		
	Radiation des actions de préférence converties en actions ordinaires	(997,50) €	(798)	125 221 790 €	100 171 624 actions ordinaires 5 808 actions de préférence

Date	Opération	Montant de l'augmentation du capital	Nombre de titres créés	Capital à l'issue de l'opération	Actions composant le capital
2020					
02/03	Conversion d'actions de préférence en actions ordinaires	260 750 €	208 600		
	Radiation des actions de préférence converties en actions ordinaires	(2 607,50) €	(2 086)	125 479 932,50 €	100 380 224 actions ordinaires 3 722 actions de préférence
13/03	Actions de préférence	2 132,50 €	1 706	125 482 065,00 €	100 380 224 actions ordinaires 5 428 actions de préférence
20/05	Épargne salariale	128 546,25 €	102 837	125 610 611,25 €	100 483 061 actions ordinaires 5 428 actions de préférence
13/07	Actions de préférence	115 €	92	125 610 726,25 €	100 483 061 actions ordinaires 5 520 actions de préférence
17/07	PDA ⁽¹⁾	3 839 785 €	3 071 828	129 450 511,25 €	103 554 889 actions ordinaires 5 520 actions de préférence
20/07	Actions de préférence	467,50 €	374	129 450 978,75 €	103 554 889 actions ordinaires 5 894 actions de préférence
31/12	Conversion d'actions de préférence en actions ordinaires	88 250 €	70 600		
	Radiation des actions de préférence converties en actions ordinaires	(882,50) €	(706)	129 538 346,25 €	103 625 489 actions ordinaires 5 188 actions de préférence
31/12	État du capital			129 538 346,25 €	103 625 489 actions ordinaires 5 188 actions de préférence

(1) PDA : paiement du dividende en actions.

(2) Avant division par deux de la valeur nominale de l'action Rubis du 28 juillet 2017.

6.2.8 Éléments complémentaires

- Absence de convention prévoyant des conditions préférentielles de cession ou d'acquisition d'actions susceptible d'être transmise à l'Autorité des Marchés Financiers.

- Absence de nantissement d'actions de l'émetteur détenues au nominatif pur.
- Aucune offre publique d'achat ou d'échange et aucune garantie de cours effectuée par des tiers sur les actions de la

Société et Rubis n'a pas fait d'offre publique d'échange sur les actions d'une autre société.



6.3

Dividendes

6.3.1 Dividende versé aux associés commanditaires (ou actionnaires)

La Société poursuit une politique stable en matière de dividende, avec un taux de distribution supérieur à 60 % et une croissance du dividende à moyen/long terme en ligne avec le bénéfice par action.

Ainsi, la Société proposera à l'Assemblée Générale 2021 un dividende de 1,80 euro par action ordinaire et de 0,90 euro par action de préférence, en progression de 2,9 % par rapport au dividende versé au titre de l'exercice

2019 (1,75 euro par action ordinaire et 0,87 euro par action de préférence).

Les actions de préférence ont droit à un dividende égal à 50 % de celui attribué pour une action ordinaire (arrondi au centième d'euro inférieur).

DIVIDENDES VERSÉS AUX ACTIONNAIRES AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES

Date de l'Assemblée Générale	Exercice concerné	Nombre d'actions concernées	Dividende net distribué (en euros)	Total des sommes nettes distribuées (en euros)
AG 09/06/2016	2015	43 324 068 actions ordinaires*	2,42*	104 844 245
AG 08/06/2017	2016	45 605 599 actions ordinaires*	2,68*	122 223 005
AG 07/06/2018	2017	95 048 202 actions ordinaires 2 740 actions de préférence	1,50 0,75	142 572 303 2 055
AG 11/06/2019	2018	97 182 460 actions ordinaires 2 740 actions de préférence	1,59 0,79	154 520 111 2 165
AG 11/06/2020	2019	100 345 050 actions ordinaires 3 722 actions de préférence	1,75 0,87	175 603 837 3 238

* Avant division par deux de la valeur nominale des actions du 28 juillet 2017.

Les dividendes non réclamés dans un délai de cinq ans à compter de la date de leur mise en paiement sont prescrits et versés au Trésor public.

6.3.2 Dividende versé aux associés commandités

En raison de la responsabilité indéfinie et solidaire attachée au statut d'associé commandité, les associés commandités ont droit à un dividende statutaire qui résulte de l'application de la formule fixée à l'article 56 des statuts et modifiée par l'Assemblée Générale Mixte du 9 décembre 2020. Cette modification est entrée en vigueur au titre de l'exercice 2020.

La Performance Boursière Globale est désormais calculée entre l'année N (l'« Exercice Considéré ») et l'année faisant ressortir le cours de l'action Rubis le plus élevé parmi les trois années précédentes N-1, N-2 et N-3 (le « Cours de Référence »).

Le calcul de la Performance Boursière Globale reste inchangé dans son principe. Il s'agit de l'évolution de la capitalisation boursière, augmentée des dividendes distribués et des droits détachés cumulés, entre l'année du Cours de Référence et l'année N.

L'évolution de la capitalisation boursière est égale au produit de la différence entre (i) la

moyenne des cours d'ouverture des 20 dernières séances de bourse de l'Exercice Considéré et (ii) la plus élevée des moyennes des cours d'ouverture des 20 dernières séances de bourse de chacun des trois exercices précédant l'Exercice Considéré (le « Cours de Référence »), par le nombre d'actions en circulation à la clôture de l'Exercice Considéré. Ce nombre d'actions est diminué du nombre d'actions autodétenues en vue de leur annulation et des actions nouvelles créées depuis la clôture de l'exercice du Cours de Référence (hors actions attribuées gratuitement en raison d'une augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission donnant lieu à ajustements).

Lorsque cette Performance Boursière Globale est positive, le dividende versé aux associés commandités est égal à 3 % de ce montant dans la limite de 10 % du résultat net part du Groupe et du bénéfice distribuable.

La moitié de ce dividende est investie par les associés commandités en actions Rubis bloquées pendant trois ans.

Les associés commandités se répartissent le dividende conformément aux dispositions du Pacte d'associés de 1997.

Au titre de 2019, le dividende versé aux associés commandités s'est élevé à 22 356 940 euros. Toutefois, compte tenu de la situation économique globale liée à la pandémie de Covid-19 qui a impacté le cours de bourse de l'action Rubis, les associés commandités ont différé le versement de 50 % de leur dividende statutaire au mois de juin 2022, ou avant cette date dès lors que le cours de l'action Rubis atteindra 50 euros en moyenne au cours de 20 séances de bourse consécutives (cours d'ouverture).

Au titre de 2020, l'application de la formule, telle que définie à l'article 56 des statuts, fait ressortir une Performance Boursière Globale négative de l'action Rubis (- 1 530 684 324,76 euros) n'ouvrant droit à aucun dividende pour les associés commandités.

6.4

Actionnnariat salarié

Au 31 décembre 2020, les salariés du Groupe détenaient 1,32 % du capital et des droits de vote de Rubis par l'intermédiaire du Fonds Commun de Placement Rubis Avenir. Depuis

sa mise en place en 2002, Rubis a lancé chaque année une augmentation de capital réservée aux salariés des sociétés éligibles (sociétés ayant leur siège sur le territoire

français). Toutes ces opérations ont remporté une large adhésion de la part des salariés du Groupe.

6.4.1 Augmentation de capital réservée aux salariés du Groupe : opération 2020

Le 6 janvier 2020, agissant en vertu de la délégation de l'Assemblée Générale Mixte du 11 juin 2019, le Collège de la Gérance a procédé à une augmentation de capital réservée aux salariés des sociétés éligibles du Groupe par l'intermédiaire du Fonds Commun de Placement Rubis Avenir.

En conformité avec l'article L. 3332-19 du Code du travail et la délégation accordée par les actionnaires, le prix de souscription des

actions nouvelles a été fixé à 70 % de la moyenne des premiers cours cotés aux 20 séances de bourse précédant la réunion du 6 janvier 2020. Cette moyenne s'élève à 53,53 euros, donnant un prix de souscription de 37,48 euros.

À l'issue de cette opération, 102 837 actions nouvelles ont été souscrites pour un versement global de 3 854 330,76 euros représentant, à hauteur de 128 546,25 euros,

la libération de la valeur nominale et, à hauteur de 3 725 784,51 euros, la libération de la prime d'émission. Le taux de souscription par les salariés du Groupe est ressorti à 52,82 %.

Une nouvelle opération a été décidée par le Collège de la Gérance du 4 janvier 2021. La souscription est en cours à la date de dépôt du présent document.

6.4.2 Tableau de synthèse des augmentations de capital réservées aux salariés

Le tableau ci-après présente les caractéristiques des trois dernières opérations d'augmentation de capital réservées aux salariés réalisées par la Société.

	2020	2019	2018
Nombre de salariés éligibles	975	941	916
Nombre de souscriptions	515	632	629
Taux de souscription	52,82 %	67,16 %	68,67 %
Prix de souscription (en euros)	37,48	37,43	47,19
Nombre total d'actions souscrites	102 837	144 053	117 977



6.5

Options de souscription d'actions, actions de performance et actions de préférence

Conformément aux dispositions des articles L. 225-184 et L. 225-197-4 du Code de commerce, **ce chapitre constitue le rapport spécial de la Gérance sur les options de souscription d'actions, les actions de performance et les actions de préférence.**

6.5.1 Politique d'attribution

Des plans d'options de souscription d'actions, d'actions de performance et d'actions de préférence sont mis en place par la Société afin de motiver et de fidéliser les cadres à haut potentiel et les dirigeants des filiales qu'elle souhaite maintenir durablement dans les effectifs pour assurer sa croissance future. Ces plans permettent également à la Société d'assurer l'alignement sur le long terme des intérêts des bénéficiaires avec ceux des actionnaires.

Les Gérants et les associés commandités de la Société ne bénéficient d'aucun plan.

Conformément aux recommandations du Code Afep-Medef, tous les plans émis par la Société sont intégralement soumis à des conditions de performance et à une condition de présence des bénéficiaires dans les effectifs du Groupe au jour de la levée de l'option, de l'acquisition définitive des actions de performance et de préférence ou de la

conversion des actions de préférence en actions ordinaires. L'ensemble de ces plans est satisfait par des actions à émettre.

Les principales caractéristiques de ces plans d'options de souscription d'actions, d'actions de performance et d'actions de préférence, et en particulier les conditions de performance auxquelles ils sont intégralement soumis, figurent en section 6.5.6 du présent document.

6.5.2 Options de souscription d'actions

L'Assemblée Générale Mixte du 11 juin 2019 (23^e résolution) a autorisé la Société à émettre un nombre maximal d'options de souscription d'actions égal à 0,25 % du nombre d'actions composant le capital social au jour de cette même Assemblée, soit 243 394 options de souscription d'actions.

Conformément aux dispositions de cette résolution, l'exercice des options ne peut intervenir qu'au terme d'une période minimale de trois ans, à la condition que le bénéficiaire soit dans les effectifs du Groupe au jour de la levée de l'option et sous réserve de la réalisation des conditions de performance exposées ci-dessous. Par ailleurs, le prix de souscription des actions ne peut être inférieur à la moyenne des cours cotés de l'action Rubis pendant les 20 jours de bourse (ou tout autre nombre de séances de bourse qui serait ultérieurement prévu par la loi) précédant le jour de la réunion du Collège de la Gérance au cours de laquelle les options de

souscription sont consenties. Aucune décote ne peut être appliquée.

Compte tenu des 150 276 options de souscription d'actions attribuées le 17 décembre 2019, la Société disposait, au 1^{er} janvier 2020, d'un solde de 93 118 options de souscriptions d'actions à attribuer.

CONDITION DE PRÉSENCE ET CONDITIONS DE PERFORMANCE

L'exercice des options de souscription d'actions est soumis à la présence du bénéficiaire dans les effectifs du Groupe à la date d'exercice ainsi qu'à la réalisation des conditions de performance, appréciées sur trois ans, décrites ci-dessous :

- **taux de rendement global de l'action Rubis (Total Shareholder Return ou « TSR ») :** condition portant sur 50 % du nombre total des options attribuées. Le TSR correspond à l'évolution du cours de

bourse de l'action Rubis augmenté des dividendes distribués et des droits détachés sur la période considérée.

Pour pouvoir exercer la totalité des options soumises à cette condition, le TSR cumulé de l'action Rubis calculé sur trois ans devra être supérieur au TSR cumulé du SBF 120 sur la même période. À défaut, la condition ne sera pas remplie et aucune option soumise à cette condition ne pourra être exercée ;

- **résultat net part du Groupe :** condition portant sur 25 % du nombre total des options attribuées.

Pour pouvoir exercer la totalité des options soumises à cette condition, la croissance annuelle moyenne du résultat net part du Groupe Rubis devra être d'au moins 6 % sur trois exercices, soit 18 % au total sur la période considérée.

Toutefois, un taux d'exercice linéaire sera appliqué au nombre d'options initialement attribuées dans le cas d'une croissance comprise entre 9 % et 18 %. Si la croissance est inférieure ou égale à 9 %, la condition ne sera pas remplie et aucune option soumise à cette condition ne pourra être exercée ;

- **bénéfice par action (« BPA »)** : condition portant sur 25 % du nombre total des options attribuées.

Pour pouvoir exercer la totalité des options soumises à cette condition, la croissance cumulée du BPA de l'action Rubis calculé sur trois exercices devra être supérieure au consensus FactSet cumulé sur la même période. À défaut, la condition ne sera pas remplie et aucune option soumise à cette condition ne pourra être exercée.

PLANS EN COURS

PLAN MIS EN PLACE EN 2020

Le 6 novembre 2020, un plan d'attribution d'options de souscription d'actions portant sur 87 502 options a été mis en place. Il a bénéficié à 36 collaborateurs.

Le prix de souscription des actions a été fixé à 29,71 euros, soit la moyenne des cours cotés de l'action Rubis pendant les 20 séances de bourse précédant le 6 novembre 2020. Aucune décote n'a été appliquée.

L'exercice des options a été subordonné à :

- la réalisation des conditions de performance exposées précédemment qui sera appréciée à la date de publication des comptes annuels du troisième exercice social complet qui suit l'attribution des options (soit à la date de publication des comptes de l'exercice 2023) ;
- la présence des bénéficiaires dans les effectifs du Groupe lors de l'exercice.

La période d'exercice des options s'étendra sur une période de 10 ans.

Aucune période de conservation des actions issues de l'exercice des options n'a été fixée.

PLAN MIS EN PLACE ANTÉRIEUREMENT À 2020

Le 17 décembre 2019, un plan d'attribution d'options de souscription d'actions portant sur 150 276 options a été mis en place. Il a bénéficié à 41 collaborateurs.

Le prix de souscription des actions a été fixé à 52,04 euros, soit la moyenne des cours cotés de l'action Rubis pendant les 20 séances de bourse précédant le 17 décembre 2019. Aucune décote n'a été appliquée.

L'exercice des options a été subordonné à :

- la réalisation des conditions de performance exposées précédemment qui sera appréciée à la date de publication des comptes annuels du troisième exercice social complet qui suit la date d'attribution des options (soit à la date de publication des comptes de l'exercice 2022) ;
- la présence des bénéficiaires dans les effectifs du Groupe lors de l'exercice.

La période d'exercice des options s'étendra sur une période de 10 ans.

Aucune période de conservation des actions issues de l'exercice des options n'a été fixée.

OPTIONS DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS RESTANT À EXERCER AU 31 DÉCEMBRE 2020

Il s'agit des 237 778 options de souscription d'actions correspondant aux plans du 17 décembre 2019 et du 6 novembre 2020.

6.5.3 Actions de performance

L'Assemblée Générale Mixte du 11 juin 2019 (22^e résolution) a autorisé la Société à attribuer gratuitement un nombre maximal d'actions de performance égal à 1,25 % du nombre d'actions composant le capital social au jour de cette même Assemblée, soit 1 216 972 actions de performance.

Conformément aux dispositions de cette résolution, les actions de performance ne peuvent être définitivement acquises qu'au terme d'une période minimale de trois ans, à la condition que le bénéficiaire soit dans les effectifs du Groupe à la date d'acquisition potentielle et sous réserve de la réalisation des conditions de performance exposées ci-dessous.

Compte tenu des 385 759 actions de performance attribuées le 17 décembre 2019, la Société disposait, au 1^{er} janvier 2020, d'un solde de 831 213 actions de performance à attribuer.

CONDITION DE PRÉSENCE ET CONDITIONS DE PERFORMANCE

L'acquisition définitive des actions de performance est soumise à la présence du bénéficiaire dans les effectifs du Groupe à la date d'acquisition définitive potentielle ainsi qu'à la réalisation des conditions de performance, appréciées sur trois ans, décrites ci-dessous :

- **taux de rendement global de l'action Rubis (Total Shareholder Return ou « TSR »)** : condition portant sur 50 % du nombre total des actions attribuées. Le TSR correspond à l'évolution du cours de bourse de l'action Rubis augmenté des dividendes distribués et des droits détachés sur la période considérée.

Pour pouvoir acquérir la totalité des actions de performance soumises à cette condition, le TSR cumulé de l'action Rubis calculé sur trois ans devra être supérieur au TSR cumulé du SBF 120 sur la même période. À défaut, la condition de performance ne sera pas remplie et aucune action de performance soumise à cette condition ne sera acquise ;

- **résultat net part du Groupe** : condition portant sur 25 % du nombre total des actions attribuées.

Pour pouvoir acquérir la totalité des actions de performance soumises à cette condition, la croissance annuelle moyenne du résultat net part du Groupe Rubis devra être d'au moins 6 % sur trois exercices, soit 18 % au total sur la période considérée.

Toutefois, un taux d'exercice linéaire sera appliqué au nombre d'actions initialement attribuées dans le cas d'une croissance comprise entre 9 % et 18 %. Si la croissance est inférieure ou égale à 9 %, la condition

de performance ne sera pas remplie et aucune action de performance soumise à cette condition ne sera acquise ;

- **bénéfice par action (« BPA »)** : condition portant sur 25 % du nombre total des actions attribuées.

Pour pouvoir acquérir la totalité des actions de performance soumises à cette condition, la croissance cumulée du BPA de l'action Rubis calculé sur trois exercices devra être supérieure au consensus FactSet cumulé sur la même période. À défaut, cette condition ne sera pas remplie et aucune action de performance soumise à cette condition ne sera acquise.

PLANS EN COURS

PLAN MIS EN PLACE EN 2020

Le 6 novembre 2020, un plan d'attribution gratuite d'actions de performance portant sur 787 697 actions a été mis en place. Il a bénéficié à 55 collaborateurs.

L'acquisition définitive des actions de performance par les bénéficiaires a été subordonnée à :

- la réalisation des conditions de performance exposées précédemment qui sera appréciée à la date de publication des comptes annuels du troisième exercice social complet

qui suit l'attribution des actions de performance (soit à la date de publication des comptes de l'exercice 2023) ;

- la présence des bénéficiaires dans les effectifs du Groupe à la date de la potentielle acquisition définitive.

Aucune période de conservation n'a été fixée.

PLAN MIS EN PLACE ANTÉRIEUREMENT À 2020

Le 17 décembre 2019, un plan d'actions de performance portant sur 385 759 actions a été mis en place. Il a bénéficié à 49 collaborateurs.

L'acquisition définitive des actions de performance par les bénéficiaires a été subordonnée à :

- la réalisation des conditions de performance exposées précédemment qui sera appréciée à la date de publication des comptes annuels du troisième exercice social complet qui suit l'attribution des actions de performance (soit

à la date de publication des comptes de l'exercice 2022) ;

- la présence des bénéficiaires dans les effectifs du Groupe à la date de la potentielle acquisition définitive.

Aucune période de conservation n'a été fixée.

ACTIONS DE PERFORMANCE EN COURS D'ACQUISITION AU 31 DÉCEMBRE 2020

Il s'agit des 1 173 456 actions de performance correspondant aux plans du 17 décembre 2019 et du 6 novembre 2020.

6.5.4 Actions de préférence

Depuis 2015, la Société a mis en place neuf plans d'actions de préférence : un plan en 2015, un plan en 2016, deux plans en 2017, trois plans en 2018 et deux plans en 2019.

Les actions de préférence ont la même valeur nominale que les actions ordinaires mais ne disposent ni de droit de vote ni de droit préférentiel de souscription. En revanche, chaque action de préférence, à compter de son émission (à l'issue de la période d'acquisition), bénéficie d'un dividende égal à 50 % de celui distribué pour une action ordinaire, étant précisé que compte tenu du coefficient de conversion retenu (0 à 100), il est émis 100 fois moins d'actions de préférence que d'actions ordinaires. Le dividende est versé en numéraire sans possibilité d'opter pour un paiement en actions.

CONDITION DE PRÉSENCE ET CONDITION DE PERFORMANCE

Tant l'acquisition définitive des actions de préférence que leur conversion en actions ordinaires sont soumises à la présence du bénéficiaire dans l'effectif du Groupe.

La conversion des actions de préférence s'effectue en fonction du Taux de Rendement Global Annuel Moyen (« TRGAM ») de l'action Rubis. Le TRGAM, qui englobe la performance boursière de l'action ainsi que les dividendes et droits détachés sur la période, devra être égal ou supérieur à 10 % sur quatre années pleines (soit 40 % minimum sur quatre ans). La parité de conversion est d'une action de préférence pour 100 actions ordinaires pour un TRGAM égal ou supérieur à 10 %. Le coefficient de conversion des actions de préférence en actions ordinaires variera linéairement entre 0 et 100 en fonction du pourcentage effectif du TRGAM atteint à la date de conversion.

Cette condition de performance s'apprécie au moment de la conversion des actions de préférence en actions ordinaires. Si le taux de réalisation du TRGAM est nul ou inférieur à 100 % ou si le bénéficiaire a quitté le Groupe, les actions de préférence qui ne seront pas converties pourront être rachetées par la

Société à la valeur nominale en vue de leur annulation.

PÉRIODES D'ACQUISITION ET DE CONSERVATION

À l'exception du plan du 2 septembre 2015, pour lequel l'Assemblée Générale avait fixé une période d'acquisition de deux ans suivie d'une période de conservation de deux ans, les plans ci-dessous comportent une période d'acquisition de trois ans suivie d'une période de conservation d'un an minimum.

PLANS EN COURS

PLAN MIS EN PLACE EN 2020

Aucun plan d'attribution d'actions de préférence n'a été mis en place en 2020. La Société ne dispose plus d'autorisation d'émission d'actions de préférence.

PLANS MIS EN PLACE ANTÉRIEUREMENT À 2020

• Plan du 2 septembre 2015

Le plan du 2 septembre 2015 portant sur 2 884 actions de préférence convertibles en 288 400 actions ordinaires, dont la condition de performance avait été validée par le Collège de la Gérance du 2 septembre 2019, a vu sa période de conversion en actions ordinaires se terminer le 2 mars 2020.

Le Collège de la Gérance du 2 mars 2020 a constaté la conversion de 1 094 actions de préférence en 109 400 actions ordinaires depuis le 1^{er} janvier 2020 et a procédé à la conversion automatique de 992 actions de préférence (soit 99 200 actions ordinaires) qui n'avaient pas été converties par les bénéficiaires.

Plan du 11 juillet 2016

Le plan du 11 juillet 2016 a vu sa période de conservation d'un an se terminer le 11 juillet 2020.

Sur les 3 864 actions de préférence attribuées par le plan, seules 3 722 avaient été émises le 11 juillet 2019, 50 actions de préférence ayant été annulées en raison de la sortie d'un bénéficiaire des effectifs

du Groupe et 92 actions de préférence ayant fait l'objet d'un différé d'acquisition (d'un an) pour lequel ont opté certains bénéficiaires dont la rémunération est imposable hors de France.

Après avoir constaté la présence des bénéficiaires dans les effectifs du Groupe à cette date, le Collège de la Gérance du 13 juillet 2020 a :

- décidé la création des 92 actions de préférence qui ont fait l'objet d'un différé d'acquisition ;
- constaté que la condition de performance exposée précédemment était remplie à 100 % : le TRGAM au 10 juillet 2020 post-clôture atteignait 11,64 % (soit 46,56 % à l'échéance des quatre ans), correspondant à un coefficient de conversion égal à 100 actions ordinaires pour une action de préférence.

Les 3 814 actions de préférence sont, en conséquence, convertibles par les bénéficiaires en 381 400 actions ordinaires dans un délai de 18 mois suivant le Collège de la Gérance du 13 juillet 2020 (soit jusqu'au 12 janvier 2022 au soir).

Au 31 décembre 2020, 706 actions de performance avaient été converties en actions ordinaires par les bénéficiaires. À l'issue du délai de conversion de 18 mois, soit le 13 janvier 2022, les actions de préférence non converties par les bénéficiaires le seront automatiquement par la Société.

Plan du 13 mars 2017

Le plan du 13 mars 2017 portant sur 1 932 actions de préférence a vu sa période d'acquisition de trois ans se terminer le 13 mars 2020.

Après avoir constaté la présence des bénéficiaires dans les effectifs du Groupe, le Collège de la Gérance du 13 mars 2020 a décidé la création de 1 706 actions de préférence sur les 1 932 susceptibles d'être créées, 226 actions de préférence ayant fait l'objet d'un différé d'acquisition (d'un an) pour lequel ont opté certains bénéficiaires dont la rémunération est imposable hors de France.

Plan du 19 juillet 2017

Le plan du 19 juillet 2017 portant sur 374 actions de préférence a vu sa période d'acquisition de trois ans se terminer le 19 juillet 2020.

Après avoir constaté la présence des bénéficiaires dans les effectifs du Groupe, le Collège de la Gérance du 20 juillet 2020 a décidé la création des 374 actions de préférence.

Plan du 2 mars 2018

Le plan du 2 mars 2018 portant sur 345 actions de préférence était en cours d'acquisition au 31 décembre 2020.

Plan du 5 mars 2018

Le plan du 5 mars 2018 portant sur 1 157 actions de préférence était en cours d'acquisition au 31 décembre 2020.

Plan du 19 octobre 2018

Le plan du 19 octobre 2018 portant sur 140 actions de préférence était en cours d'acquisition au 31 décembre 2020.

Plan du 7 janvier 2019

Le plan du 7 janvier 2019 portant sur 62 actions de préférence était en cours d'acquisition au 31 décembre 2020.

Plan du 17 décembre 2019

Le plan du 17 décembre 2019 portant sur 662 actions de préférence était en cours d'acquisition au 31 décembre 2020.

ACTIONS DE PRÉFÉRENCE EN COURS D'ACQUISITION AU 31 DÉCEMBRE 2020

Il s'agit des 2 366 actions de préférence correspondant aux plans des 2 mars, 5 mars et 19 octobre 2018 et des 7 janvier et 17 décembre 2019 dont les périodes d'acquisition étaient toujours en cours.

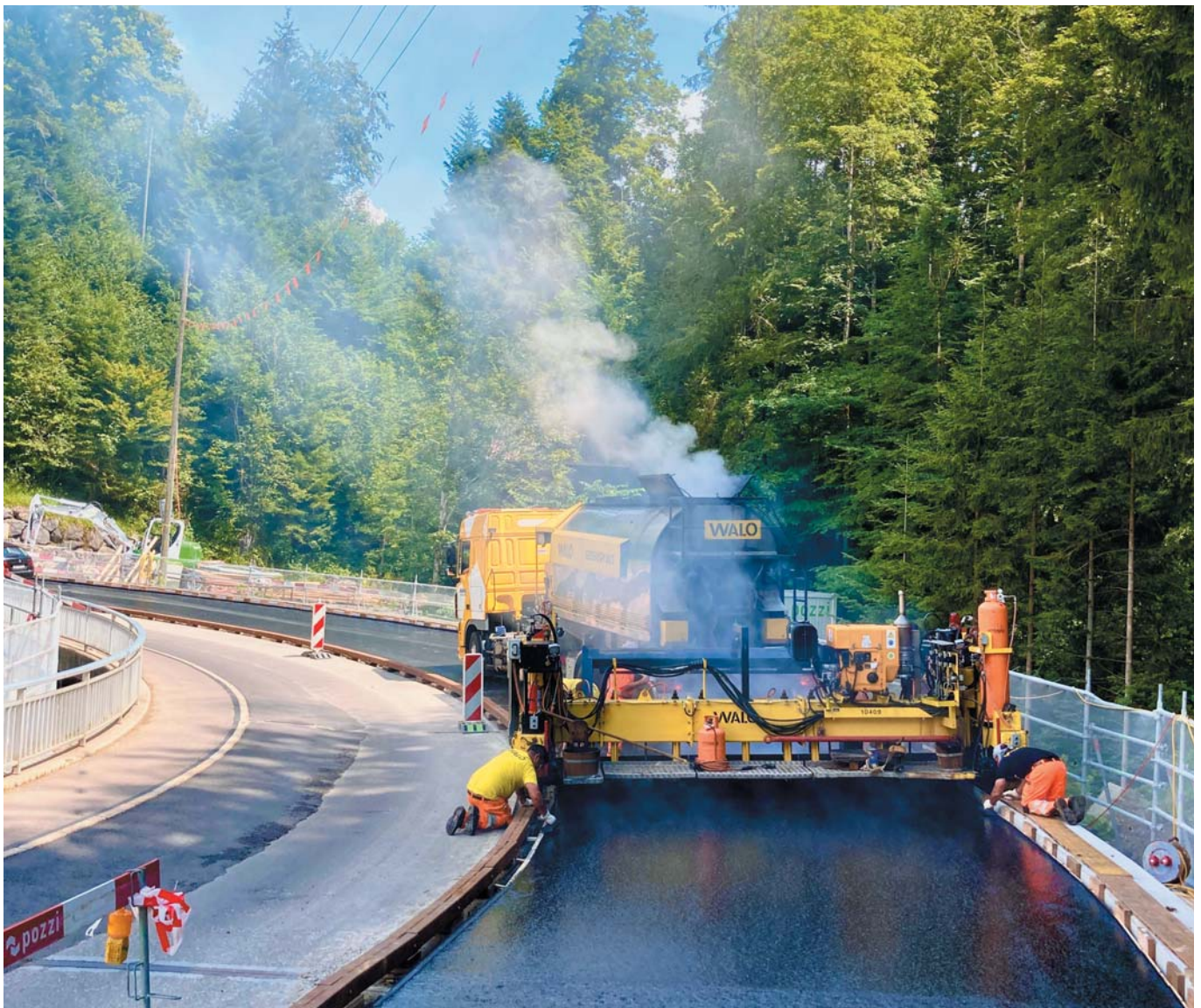


6.5.5 Nombre d'actions ordinaires susceptibles d'être émises au 31 décembre 2020 du fait de l'ensemble des plans en cours

Au 31 décembre 2020, le volume potentiel d'actions ordinaires susceptibles d'être émises du fait de l'ensemble des plans d'options de souscription d'actions, d'actions de performance et d'actions de préférence en

cours d'acquisition était de 2 189 234 actions, soit 2,11 % du capital, réparties comme suit :

- 237 778 actions au titre des plans d'options de souscription d'actions qui ne sont pas encore exercées ;
- 1 173 456 actions au titre des plans d'actions de performance dont la période d'acquisition est en cours ;
- 778 000 actions au titre des plans d'actions de préférence qui ne sont pas encore converties en actions ordinaires.



6.5.6 Suivi des plans d'options de souscription d'actions, d'actions de performance et d'actions de préférence

Les tableaux ci-dessous présentent, au 31 décembre 2020, les caractéristiques des plans d'options de souscription d'actions, d'actions de performance et d'actions de préférence en cours, ainsi que l'historique des plans terminés.

PLANS D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS EN COURS AU 31 DÉCEMBRE 2020

Plans d'options de souscription d'actions	Plan 2019	Plan 2020
Date d'Assemblée	11/06/2019	11/06/2019
Date d'attribution par le Collège de la Gérance	17/12/2019	06/11/2020
Nombre total d'actions pouvant être souscrites ⁽¹⁾	150 276	87 502
Nombre total de bénéficiaires	41	36
• dont mandataires sociaux	0	0
Date de départ d'exercice des options	Date de publication des comptes annuels 2022	Date de publication des comptes annuels 2023
Date d'expiration d'exercice des options	Date de publication des comptes annuels 2032	Date de publication des comptes annuels 2033
Prix de souscription (en euros)	52,04	29,71
Conditions de performance (appréciées sur 3 ans) :		
• taux de rendement global de l'action Rubis (TSR)	Porte sur 50 % de l'attribution ⁽²⁾	Porte sur 50 % de l'attribution ⁽⁵⁾
• résultat net part du Groupe	Porte sur 25 % de l'attribution ⁽³⁾	Porte sur 25 % de l'attribution ⁽⁶⁾
• bénéfice par action Rubis (BPA)	Porte sur 25 % de l'attribution ⁽⁴⁾	Porte sur 25 % de l'attribution ⁽⁷⁾
Nombre total d'options exercées	0	0
Nombre d'options annulées/caduques	0	0
Nombre d'options restantes au 31/12/2020	150 276	87 502

(1) Une option donne droit à la souscription d'une action.

(2) TSR cumulé de l'action Rubis entre les exercices 2020 et 2022 supérieur au TSR cumulé du SBF 120 sur la même période.

(3) Croissance moyenne annuelle du résultat net part du Groupe de 6 % entre les exercices 2020 et 2022 (soit au total 18 % au minimum, une dégressivité linéaire étant appliquée entre 18 % et 9 %).

(4) Croissance cumulée du BPA de l'action Rubis entre les exercices 2020 et 2022 supérieure au consensus FactSet sur la même période.

(5) TSR cumulé de l'action Rubis entre les exercices 2021 et 2023 supérieur au TSR cumulé du SBF 120 sur la même période.

(6) Croissance moyenne annuelle du résultat net part du Groupe de 6 % entre les exercices 2021 et 2023 (soit au total 18 % au minimum, une dégressivité linéaire étant appliquée entre 18 % et 9 %).

(7) Croissance cumulée du BPA de l'action Rubis entre les exercices 2021 et 2023 supérieure au consensus FactSet sur la même période.

OPTIONS CONSENTIES AUX ET OPTIONS LEVÉES PAR LES 10 PREMIERS SALARIÉS NON MANDATAIRES SOCIAUX DU GROUPE AU COURS DE L'EXERCICE 2020

	Nombre d'options consenties/levées	Prix moyen pondéré (en euros)	Date des plans
Options consenties par l'émetteur durant l'exercice aux 10 salariés du Groupe ayant reçu les plus importantes attributions	48 647	29,71	06/11/2020
Options levées durant l'exercice par les 10 salariés du Groupe dont le nombre d'options ainsi exercées est le plus élevé	0	-	-

HISTORIQUE DES PLANS D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS EXPIRÉS

Date des plans	Nombre d'options attribuées ⁽¹⁾	Dont options annulées	Nombre d'options exercées	Date d'expiration d'exercice des options
17 janvier 2001	222 939 ⁽²⁾	0	222 939	16 juillet 2011
13 décembre 2002	12 349 ⁽²⁾	0	12 349	12 décembre 2012
19 janvier 2004	38 143	0	38 143	18 janvier 2014
29 juillet 2004	4 978	0	4 978	28 juillet 2014
12 juillet 2005	6 493	0	6 493	11 juillet 2015
27 juillet 2006	344 980	21 383	323 597	26 juillet 2012
17 novembre 2006	5 116	0	5 116	16 novembre 2012
29 août 2007	8 314	0	8 314	28 août 2013
12 février 2008	24 732	0	24 732	11 février 2013
4 juin 2008	10 392	0	10 392	3 juin 2014
22 juillet 2009	752 485	14 548	737 937	21 juillet 2014
28 avril 2011	79 376	21 082	58 294	27 avril 2016
9 juillet 2012	548 525	0	548 525	8 juillet 2017

(1) Après réajustements suite aux diverses augmentations de capital.

(2) Avant division par deux de la valeur nominale des actions Rubis du 8 juillet 2011.

PLANS D'ACTIONS DE PERFORMANCE EN COURS AU 31 DÉCEMBRE 2020

Plans d'actions de performance	Plan 2019	Plan 2020
Date d'Assemblée	11/06/2019	11/06/2019
Date d'attribution par le Collège de la Gérance	17/12/2019	06/11/2020
Nombre d'actions attribuées	385 759	798 697
Nombre total de bénéficiaires	49	55
• dont mandataires sociaux ⁽¹⁾	0	1
• dont résidents français	21	24
• dont résidents hors de France	28	31
Date d'acquisition définitive des actions :		
• résidents français	Date de publication des comptes annuels 2022	Date de publication des comptes annuels 2023
• résidents hors de France	Date de publication des comptes annuels 2022	Date de publication des comptes annuels 2023
Conditions de performance (appréciées sur 3 ans) :		
• taux de rendement global de l'action Rubis (TSR)	Porte sur 50 % de l'attribution ⁽²⁾	Porte sur 50 % de l'attribution ⁽⁵⁾
• résultat net part du Groupe	Porte sur 25 % de l'attribution ⁽³⁾	Porte sur 25 % de l'attribution ⁽⁶⁾
• bénéfice par action Rubis (BPA)	Porte sur 25 % de l'attribution ⁽⁴⁾	Porte sur 25 % de l'attribution ⁽⁷⁾
Nombre d'actions acquises définitivement	0	0
Nombre d'actions annulées/caduques	0	0
Nombre d'actions soumises au différé d'acquisition	NA	NA
Nombre d'actions de performance restantes au 31/12/2020	385 759	787 697

(1) Des filiales du Groupe exclusivement.

(2) TSR cumulé de l'action Rubis entre les exercices 2020 et 2022 supérieur au TSR cumulé du SBF 120 sur la même période.

(3) Croissance moyenne annuelle du résultat net part du Groupe de 6 % entre les exercices 2020 et 2022 (soit au total 18 % au minimum, une dégressivité linéaire étant appliquée entre 18 % et 9 %).

(4) Croissance cumulée du BPA de l'action Rubis entre les exercices 2020 et 2022 supérieure au consensus FactSet sur la même période.

(5) TSR cumulé de l'action Rubis entre les exercices 2021 et 2023 supérieur au TSR cumulé du SBF 120 sur la même période.

(6) Croissance moyenne annuelle du résultat net part du Groupe de 6 % entre les exercices 2021 et 2023 (soit au total 18 % au minimum, une dégressivité linéaire étant appliquée entre 18 % et 9 %).

(7) Croissance cumulée du BPA de l'action Rubis entre les exercices 2021 et 2023 supérieure au consensus FactSet sur la même période.

ACTIONS DE PERFORMANCE ATTRIBUÉES AUX ET ACTIONS DE PERFORMANCE ACQUISES PAR LES 10 PREMIERS SALARIÉS NON MANDATAIRES SOCIAUX DU GROUPE AU COURS DE L'EXERCICE 2020

	Nombre d'actions de performance attribuées/acquises	Date des plans
Actions de performance attribuées par l'émetteur durant l'exercice aux 10 salariés du Groupe dont le nombre d'actions ainsi consenties est le plus élevé	331 884	06/11/2020
Actions de performance acquises durant l'exercice par les 10 salariés du Groupe dont le nombre d'actions ainsi acquises est le plus élevé	0	-

HISTORIQUE DES PLANS D'ATTRIBUTION GRATUITE D'ACTIONS DE PERFORMANCE EXPIRÉS

Date des plans	Nombre d'actions de performance attribuées	Dont actions annulées	Nombre d'actions de performance acquises	Date d'acquisition définitive	Fin de la période de conservation
27 juillet 2006	44 304 ⁽¹⁾	3 054	41 250	11 mars 2010	11 mars 2012
17 novembre 2006	717 ⁽¹⁾	0	717	11 mars 2010	11 mars 2012
29 août 2007	600 ⁽¹⁾	0	600	15 octobre 2010	15 octobre 2012
12 février 2008	1 768 ⁽¹⁾	0	1 768	14 février 2011	14 février 2014
4 juin 2008	728 ⁽¹⁾	0	728	16 juin 2011	16 juin 2013
22 juillet 2009	106 405	2 080	104 325	20 août 2012	3 août 2014
28 avril 2011	11 356	2 636	8 720	13 mai 2014	13 mai 2016
9 juillet 2012	195 751	0	195 751	10 juillet 2015	10 juillet 2017
18 juillet 2012	1 444	0	1 444	20 juillet 2015	20 juillet 2017
18 septembre 2012	3 609	0	3 609	Actions annulées	-
9 juillet 2013	11 395	0	11 395	11 juillet 2016	11 juillet 2018
3 janvier 2014	5 101	0	5 101	3 janvier 2017	3 janvier 2019
31 mars 2014	751	0	751	3 avril 2017	3 avril 2017 ⁽²⁾
18 août 2014	114 616	1 500	113 116	18 août 2017	18 août 2019
17 avril 2015	17 622	0	17 622	17 avril 2018	17 avril 2020

(1) Avant division par deux de la valeur nominale des actions Rubis du 8 juillet 2011.

(2) Période de conservation habituelle de deux ans à compter de l'acquisition définitive non applicable à l'unique bénéficiaire en raison de son invalidité correspondant au classement dans la deuxième catégorie prévue à l'article L. 341-4 du Code de la sécurité sociale.

PLANS D'ACTIONS DE PRÉFÉRENCE EN COURS AU 31 DÉCEMBRE 2020

Plans d'actions de préférence	Plan 2015	Plan 2016	Plan 2017	Plan 2017	Plan 2018	Plan 2018	Plan 2018	Plan 2019	Plan 2019
Date d'Assemblée	05/06/2015	09/06/2016	09/06/2016	08/06/2017	08/06/2017	08/06/2017	08/06/2017	08/06/2017	08/06/2017
Date d'attribution par le Collège de la Gérance	02/09/2015	11/07/2016	13/03/2017	19/07/2017	02/03/2018	05/03/2018	19/10/2018	07/01/2019	17/12/2019
Nombre d'actions de préférence attribuées	2 884 ⁽⁵⁾	3 864 ⁽⁵⁾	1 932 ⁽⁵⁾	374 ⁽⁵⁾	345	1 157	140	62	662
Nombre total de bénéficiaires	44	51	19	6	1	10	1	1	1
• dont mandataires sociaux ⁽¹⁾	2	2	2	0	1	1	1	0	0
• dont résidents français	34	38	15	5	1	10	1	0	1
• dont résidents hors de France	10	13	4	1	0	0	0	1	1
Date d'acquisition définitive des actions de préférence :									
• résidents français	02/09/2017	11/07/2019	13/03/2020	20/07/2020	02/03/2021	05/03/2021	19/10/2021	07/01/2022	17/12/2022
• résidents hors de France	02/09/2019	11/07/2020	13/03/2021	20/07/2020	02/03/2022	05/03/2022	19/10/2022	07/01/2023	17/12/2023
Date de convertibilité des actions de préférence en actions ordinaires	02/09/2019	13/07/2020	13/03/2021	19/07/2021	02/03/2022	05/03/2022	19/10/2022	07/01/2023	17/12/2023
Date d'expiration de la période de conversion en actions ordinaires	02/03/2020	13/01/2022	13/09/2022	19/01/2023	01/09/2023	04/09/2023	18/04/2024	06/07/2024	16/06/2025
Nombre d'actions de préférence acquises définitivement	2 884	3 814	1 706	374	-	-	-	-	-
Nombre d'actions de préférence annulées/caducues	0	50	0	0	-	-	-	-	-
Nombre d'actions de préférence soumises au différé d'acquisition	-	-	226	0	0	0	0	0	0
Condition de performance (appréciée sur 4 ans) :									
• Cours de Référence ⁽²⁾ (pour l'appréciation du TRGAM ⁽³⁾ (en euros))	32,38	33,78	43,10	50,28	57,97	57,89	47,28	46,78	52,12
• TRGAM ⁽³⁾ atteint	75,56 %	46,56 %	-	-	-	-	-	-	-
• Coefficient de conversion appliqué ⁽⁴⁾	100	100	-	-	-	-	-	-	-
Nombre d'actions de préférence converties en actions ordinaires	2 884	706	-	-	-	-	-	-	-
Nombre d'actions de préférence restantes au 31/12/2020	0	3 108	1 932	374	345	1 157	140	62	662

(1) Des filiales du Groupe exclusivement.

(2) Moyenne des premiers cours cotés de l'action Rubis lors des 20 séances de bourse qui précèdent la date d'attribution des actions de préférence.

(3) Taux de Rendement Global Annuel Moyen (« TRGAM ») du titre Rubis égal à 10 % minimum (soit un TRGAM de 40 % au minimum sur quatre ans).

(4) Le coefficient de conversion varie entre 0 et 100 actions ordinaires pour 1 action de préférence attribuée en fonction du TRGAM atteint. Une dégressivité linéaire est appliquée entre le TRGAM effectif et le TRGAM cible (10 %) donnant droit au coefficient maximal de 100.

(5) Après division par deux de la valeur nominale des actions Rubis du 28 juillet 2017.

ACTIONS DE PRÉFÉRENCE ATTRIBUÉES AUX ET ACTIONS DE PRÉFÉRENCE ACQUISES PAR LES 10 PREMIERS SALARIÉS NON MANDATAIRES SOCIAUX DU GROUPE AU COURS DE L'EXERCICE 2020

	Nombre d'actions de préférence attribuées/acquises	Date des plans
Actions de préférence attribuées par l'émetteur durant l'exercice aux 10 salariés du Groupe dont le nombre d'actions ainsi consenties est le plus élevé	0	-
Actions de préférence acquises durant l'exercice par les 10 salariés du Groupe dont le nombre d'actions ainsi acquises est le plus élevé	1 374	13/03/2017 19/07/2017

6.6

Relations avec les investisseurs et analystes financiers

Le Groupe s'attache à entretenir des relations suivies avec les analystes financiers et l'ensemble de ses actionnaires, qu'ils soient individuels ou institutionnels, français ou étrangers. Rubis a également développé ses relations avec les *brokers* français et internationaux, incluant Berenberg, CM-CIC, Exane, Gilbert Dupont, Kepler Cheuvreux, Oddo, Portzamparc et Société Générale. Des

réunions d'analystes et investisseurs et/ou des conférences téléphoniques sont organisées lors de la publication des résultats annuels (en mars) et semestriels (en septembre) ou à l'occasion de tout autre événement significatif. En outre, des conférences téléphoniques sont organisées après la publication des chiffres d'affaires trimestriels avec les analystes financiers et investisseurs institutionnels. En

parallèle, la Direction du Groupe prend la parole tout au long de l'année lors de conférences et *roadshows* organisés par des intermédiaires financiers spécialisés. Les investisseurs peuvent par ailleurs entrer en contact à tout moment avec la Directrice des Relations investisseurs.

Documents accessibles au public

Les documents et renseignements relatifs à la Société (notamment ses statuts et autres documents sociaux tels que les Brochures de convocation), les comptes consolidés et les comptes sociaux de l'année 2020 et des années précédentes, peuvent être consultés sur le site internet de la Société (www.rubis.fr) et à son siège social, dans les conditions prévues par la loi.

Les communiqués de la Société, les Documents d'enregistrement universel 2019

et suivants, ainsi que les Documents de Référence antérieurs déposés auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), et, le cas échéant, leurs actualisations, sont disponibles sur le site internet de la Société.

Les présentations réalisées par le Groupe lors de la publication de ses résultats annuels et semestriels, ainsi que l'information financière trimestrielle (chiffre d'affaires des premier, troisième et quatrième trimestres) et les présentations relatives à la stratégie et aux

enjeux RSE peuvent être également consultées sur le site internet de la Société.

Les informations réglementées sont mises en ligne sur le site internet de la Société pendant au moins cinq ans ainsi que sur le site internet de la Direction française de l'information légale et administrative (www.info-financiere.fr).

Enfin, les déclarations de franchissements de seuils sont publiées sur le site internet de l'AMF (www.amf-france.org).

Calendrier financier 2021/2022

6 mai 2021	Chiffre d'affaires 1 ^{er} trimestre 2021 (après bourse)
10 juin 2021	Assemblée Générale (14 heures)
9 septembre 2021	Résultats semestriels 2021 (après bourse)
9 novembre 2021	Chiffre d'affaires 3 ^e trimestre 2021 (après bourse)
10 février 2022	Chiffre d'affaires 4 ^e trimestre 2021 (après bourse)

Identité

RCS : 784 393 530 RCS Paris
LEI : 969500MGFIKUGLTC9742
Code APE : 6420Z
Code ISIN : FR0013269123
Place de cotation : Euronext Paris
Principaux indices : CAC MID 60 et SBF 120

Contacts

DÉNOMINATION, SIÈGE SOCIAL

Rubis
46, rue Boissière – 75116 Paris
+ 33 (0)1 44 17 95 95
rubis@rubis.fr

RELATIONS INVESTISSEURS

Mme Anna Patrice –
Directrice des Relations Investisseurs
46, rue Boissière – 75116 Paris
a.patrice@rubis.fr
+33 (0)1 45 01 72 32

CONTACT ACTIONNAIRES

CACEIS CORPORATE TRUST
14, rue Rouget-de-Lisle –
92862 Issy-les-Moulineaux Cedex 09
+ 33 (0)1 57 78 34 44

DEVENIR ACTIONNAIRE

ct-contact@caceis.com

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

ct-assemblies@caceis.com

RELATIONS PRESSE

presse@rubis.fr
+ 33 (0)1 45 01 99 51